

Le Point : Débats

## Face à Poutine, le choix des pays européens entre « le beurre ou les canons »

TRIBUNE. Un réarmement européen coûtera entre 300 et 400 milliards d'euros par an. Mais plus on s'éloigne de la frontière russe, plus les choses se compliquent constate l'essayiste allemand Klaus Kinzler.

Par Klaus Kinzler\*

Publié le 18/03/2025 à 18h30



Les dépenses de défense des États européens devront rapidement passer de 2% à 4 ou 5% du PIB, un niveau qui était la norme pendant la Guerre froide. © Antonin Utz/Sipa

En 2013, Angela Merkel a décrit l'Union européenne dans une formule devenue célèbre : « L'Europe représente 7 % de la population mondiale, 25 % de son PIB et 50 % de ses dépenses sociales. » Douze ans plus tard, [dans \*Le Point\*, l'ancien lieutenant-colonel Guillaume Ancel](#) réactualise le bon mot merkelien : « 500 millions d'Européens demandent à 300 millions d'Américains de les protéger contre 140 millions de Russes... »

Dans *The Economist*, l'ancienne Première ministre finlandaise Sanna Marin avance également trois chiffres, cette fois-ci pour dénoncer notre pusillanimité face à Poutine : « Les membres européens de l'Otan ont un PIB cumulé de 23 000 milliards de dollars, soit dix fois celui de la Russie. Celle-ci dépense 40 % de plus pour détruire l'Ukraine que l'Occident réuni ne dépense pour aider l'Ukraine à se défendre. »

Qui, face à ces chiffres et l'absurdité qu'ils décrivent, peut sincèrement s'émouvoir si le secrétaire d'État américain Marco Rubio inverse la logique de nos lamentations sur un présumé « lâchage américain » de l'Otan : « L'Europe occidentale, ce sont des pays riches, ils ont beaucoup d'argent, ils devraient l'investir dans leur défense, mais ils ne le font pas. » Les mauvais alliés, c'est vous, les Européens, nous répond-il. Et de montrer du doigt l'Allemagne et la France qui, depuis la fin de la guerre froide, profitent du parapluie américain pour gonfler leurs budgets sociaux.

### Un quart des dépenses de retraite

Quoi qu'il en soit : Trump 2.0 a sifflé la fin de la récréation. À moyen et long terme, la construction d'une puissante défense européenne est incontournable. *Si vis pacem para bellum* [« Si tu veux la paix, prépare la guerre », NDLR]. Évidemment, cela coûte cher : les dépenses de défense des États européens devront rapidement passer de 2 % à 4 ou 5 % du PIB, un niveau qui était la norme pendant la guerre froide (en France : 7,6 % en 1953 et 4,1 % en 1968).

Au niveau européen, ce réarmement nécessitera des dépenses supplémentaires entre 300 et 400 milliards d'euros par an, ce qui, au niveau français, représente environ 90 milliards d'euros. Comme [l'a expliqué le sociologue Julien Damon dans \*Le Point\*](#), « cette somme correspond à un quart des dépenses de retraite, ou à un tiers des dépenses de santé, ou encore à l'intégralité des dépenses pour la famille et contre la pauvreté. »

Quand on se rappelle combien il a été difficile de se mettre d'accord sur la moindre réduction des dépenses publiques pour boucler le budget de 2025, la perspective d'un tel réarmement inquiète. Pendant ce temps, [un « conclave » à Paris...](#)

## Divisions européennes

Dans les pays qui bordent la Russie, à savoir les États baltes et la Pologne, où les dépenses sociales sont faibles, le fort soutien à l'augmentation des budgets de défense dépasse les divisions partisans. L'Estonie va ainsi consacrer 4 % de son PIB en 2025.

En Pologne, le gouvernement centriste de Donald Tusk poursuit la politique du réarmement à marche forcée du précédent gouvernement d'extrême droite. Cette année, les dépenses de défense atteindront 4,7 % du PIB, le pourcentage le plus élevé de l'Otan. Selon un sondage, 75 % des Polonais souhaiteraient même dépenser plus...

Dans les pays nordiques connus pour leur tradition pacifiste et de neutralité, l'adhésion à l'Otan et le réarmement font désormais l'objet d'un large consensus. L'effort budgétaire supplémentaire y est facilité par des finances nationales solides, un sens pour le bien commun prononcé et une confiance en la classe politique inconnue chez nous.

Mais plus on s'éloigne de la frontière russe, plus les choses se compliquent. Aux Pays-Bas, le débat « *guns or butter* » [« du beurre ou des canons », NDLR] divise le pays. La gauche pacifiste y est une infime minorité, mais le Parti pour la liberté, formation d'extrême droite et principale force du gouvernement, tient un discours ambivalent. Geert Wilders, son leader, exige que toute augmentation des dépenses de défense soit accompagnée par une hausse des prestations sociales.

Plus au sud, l'Espagne, qui, en 2024, a affiché la plus forte croissance économique de l'UE, [est le pays de l'Otan qui dépense le moins pour sa défense](#) (1,28 % du PIB). Pris en étau entre l'Otan et ses partenaires de coalition, le Premier ministre Pedro Sanchez (socialiste) promet de passer à 2 % du PIB... à l'horizon 2029 !

## Le géant allemand se réveille

L'Allemagne, longtemps ravie d'être une grande Suisse – « géant économique et nain politique » –, est un cas à part. Absorbée par la reconstruction de l'ancienne RDA après la chute du mur – dont le coût est estimé entre 1 300 et 2 000 milliards d'euros –, elle a traîné les pieds dans le domaine de la défense.

Également en cause : l'indécrottable pacifisme de ses citoyens, résultant d'un sentiment de culpabilité concernant la Seconde Guerre mondiale et le nazisme, une longue histoire ambivalente avec la Russie et, à l'ouest, une nostalgie pour sa politique étrangère pendant la guerre froide : « diplomatie du chéquier » et « *soft power* ». S'y ajoute aujourd'hui une inquiétante poutinophilie dans les Länder de l'est où, lors des législatives de février, l'extrême droite (AfD) prorusse a récolté 35 % du vote.

D'où la grande surprise suscitée par la présentation, le 4 mars, du projet d'une double modification du frein constitutionnel à l'endettement – [« Schuldenbremse »](#) – par le vainqueur des élections Friedrich Merz (chrétien-démocrate) et ses futurs partenaires de coalition sociaux-démocrates.

Le premier volet de cette réforme instaurera un fonds d'infrastructure ancré dans la Constitution et doté de [500 milliards d'euros sur douze ans](#) – soit une augmentation de la dette équivalente à environ 1 % du PIB par an. Le deuxième volet est encore plus révolutionnaire, du moins selon les standards allemands. Il consiste à exempter totalement du frein à l'endettement les dépenses de défense excédant 1 % du PIB. Ce qui, *de facto*, permet d'emprunter sans limites !

Un vote est prévu cette semaine. Au cas (probable) où la réforme obtiendra la majorité des deux tiers dans les deux Chambres (Bundestag et Bundesrat), elle ouvrira la voie à l'Allemagne pour faire ce qu'elle a trop longtemps collectivement refusé : un réarmement à un niveau qui corresponde à son poids économique et à sa position géographique. Ce qui, dans le contexte actuel, serait une excellente nouvelle pour l'Europe.

## La France, plus lourde pression fiscale d'Europe

Dans la nouvelle situation créée par Donald Trump, les cigales de l'Europe (France, Italie et Espagne, etc.) se trouvent fort dépourvues, car elles ne disposent d'aucune marge pour augmenter leurs budgets de défense. Et représentent, de ce fait, le plus grand casse-tête aux leaders de l'UE.

Emmanuel Macron défend, certes, depuis des années, une « autonomie stratégique européenne », mais notre pays atteint tout juste l'ancien seuil de 2 % de l'Otan, est profondément endetté et supporte déjà la plus lourde pression fiscale d'Europe.

Le gouvernement a eu tout le mal du monde à adopter le budget 2025 dans une Assemblée nationale paralysée par trois factions irréconciliables. Bref : les conditions où se trouve la France ne sont pas exactement idéales pour s'imposer comme leader dans une Europe forte et indépendante des États-Unis.

Quid de la Commission européenne ? Le 6 mars, en annonçant son programme « *ReArm Europe* » lourd de 800 milliards de crédits, Ursula von der Leyen, sa présidente, a indiqué que chaque État membre « devra supporter la majeure partie de l'augmentation de ses dépenses militaires »... Tout en laissant la porte ouverte à une nouvelle émission d'euro-obligations, que demandent avec insistance la France et l'Espagne. « Nous devrions permettre des dépenses de défense plus spécifiques [...] grâce à un instrument européen dédié », a-t-elle déclaré dans le plus pur sabir bruxellois.

Elle semble oublier que l'Allemagne et les Pays-Bas, les garants de la stabilité de l'euro, rejettent catégoriquement cette solution. Elle semble également oublier que la Cour constitutionnelle allemande a statué à plusieurs reprises que le fonds communautaire post-Covid créé en 2021 (NextGenerationEU) et pesant 800 milliards d'euros était une mesure « exceptionnelle et unique ».

### **État d'esprit d'enfants gâtés**

Selon un récent sondage YouGov, près de la moitié des électeurs en France, en Italie et en Espagne refusent que le renforcement du budget de la défense soit financé par la dette, par une augmentation des impôts ou par une réduction du budget social. Autrement dit : ils soutiennent le réarmement de l'Europe face à la Russie, à condition qu'il soit gratuit.

Totalement déconnecté des réalités économiques et géopolitiques, cet état d'esprit d'enfants gâtés entrera rapidement en collision avec l'évidence qui désormais s'impose à nous tous : l'architecture de sécurité sur laquelle l'Europe a eu le privilège de pouvoir s'appuyer pendant des générations a disparu et ne reviendra pas.

Au milieu d'un nouveau conflit mondial civilisationnel, nous ne savons plus si nous pouvons compter sur les États-Unis. La responsabilité de défendre la liberté et la démocratie en Europe reposera désormais sur nos seules épaules. Il faut être prêt à l'assumer. Quitte à nous serrer les coudes... et la ceinture.

*\*Klaus Kinzler, ancien professeur de langue et de civilisation allemandes à Sciences Po Grenoble, est auteur de « L'islamogauchisme ne m'a pas tué » (éditions du Rocher, 2022).*